

**FONDS DE DOTATION
« FONDS D'INNOVATION ET DE LIEN SOCIAL »
(F.I.L.S.)**

*6, Avenue Edith Cavell
06000 NICE
N° SIRET : 893 106 070 00012*

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2024

MYRIAM CARULLA-BOVIS
MATHIEU DENIS
GILLES REYNIER
*Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes*

FRANÇOISE MARRA
Expert-Comptable

Aux membres du Conseil d'Administration du Fonds de Dotation « Fonds d'Innovation et de Lien Social »,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de Dotation « Fonds d'Innovation et de Lien Social » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de Dotation à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "*Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de Dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de Dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de Dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de Dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 30 Avril 2025



Le Commissaire aux Comptes
S.A.S. sudconseil.com
Gilles REYNIER

1. Comptes annuels

1.1. Bilan Actif

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	367 440		367 440	214 440
Constructions	2 604 028	224 068	2 379 959	1 452 483
Installations techniques, matériels et outillage				
Autres immobilisations corporelles	30 790	20 014	10 776	16 255
Immobilisations corporelles en cours	204 429		204 429	65 641
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	65 651		65 651	65 651
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	3 272 338	244 082	3 028 256	1 814 470
Comptes de liaison (1)				
TOTAL II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	11 379		11 379	13 137
Autres créances				725
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	75 676		75 676	72 613
Charges constatées d'avance				
TOTAL III	87 054		87 054	86 475
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	3 359 393	244 082	3 115 310	1 900 945

1.2. Bilan Passif

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	15 000	15 000
Fonds associatifs avec droit de reprise : Dons et legs Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement		
Réserves de compensation		
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	81 677	53 180
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	8 571	28 498
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées : dont Couverture du besoin en fonds de roulement dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations dont Réserves des plus-values nettes d'actif Immobilisations grevées de droits		
TOTAL I	105 248	96 677
Comptes de liaison		
TOTAL II		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 602 988	1 494 942
Emprunts et dettes financières divers (3)	1 465	1 925
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	82 389	4 671
Dettes sociales et fiscales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes (5)	323 220	302 730
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	3 010 062	1 804 268
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL V		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	3 115 310	1 900 945

1.3. Compte de résultat

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Ventes de prestation de service	162 387	136 742
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Autres produits	6 000	
TOTAL I	168 387	136 742
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	36 238	28 957
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	10 076	3 659
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	75 360	66 709
Autres Charges		
TOTAL II	121 674	99 325
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	46 713	37 417
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 306	650
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	1 306	650
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	39 448	7 893
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	39 448	7 893
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-38 143	-7 243
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	8 571	30 175
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		1 677
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	0	1 677
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	-1 677
Total des produits (I+III+V)	169 693	137 392
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	161 122	108 894
EXCEDENT OU DEFICIT	8 571	28 498

2. Annexes aux comptes annuels

2.1. Identification

IDENTITÉ	FONDS D'INNOVATION ET DE LIEN SOCIAL
CRÉE LE	14 décembre 2020
Publication au JO	19 janvier 2021
PRÉSIDENTE	Mme BRETAUDEAU Catherine
ADRESSE	6 Avenue Edith Cavell 06000 NICE
TÉLÉPHONE	04 92.00.24.50
E-MAIL	contact@lefils.org
N° DE SIRET	893 106 070 00012
Code APE	9300-Fondation

Le FILS été créé le 14 décembre 2020.

Ce fonds de dotation a pour objet de recevoir et de gérer, en les capitalisant, des biens et droits de toute nature qui lui sont apportés à titre irrévocable et gratuit, pour affecter les revenus de cette capitalisation au financement et à la réalisation d'une ou plusieurs missions d'intérêt général mises en œuvre directement par lui ou par d'autres organismes à but non lucratif.

Cela passe notamment par une politique d'investissement de biens immobiliers afin de faciliter la mise en œuvre de dispositifs en lien avec les missions principales de l'association Montjoye.

De par la gestion du patrimoine constitué, le fonds de dotation favorise toutes conditions d'accès au logement pour accompagner l'insertion des publics confiés à l'association Montjoye et à ses filiales ; il pourra, à cette fin, prendre en charge des dépenses de toute nature.

Le Fonds est actuellement propriétaire de trois biens immobiliers à Nice. Ces biens sont loués à l'Association Montjoye qui héberge des bénéficiaires dans le cadre de dispositifs différents : dispositif d'accueil de femmes en pré et post maternité, hébergement d'urgence de jeunes, accompagnement de jeunes vers l'autonomie (SAVA), et accompagnement renforcé de jeunes (ARCHE).

2.2. Principes et méthodes comptables

2.2.1. Principes d'établissement des états financiers

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- ❖ Continuité d'exploitation ;
- ❖ Permanences des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ❖ Indépendances des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerciales.

2.2.2. Informations relatives à l'actif

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Les frais accessoires sont incorporés au coût des immobilisations.

L'amortissement pour dépréciation des immobilisations est déterminé selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- Constructions 30 ans
- Travaux 15 ans
- Aménagement 5 ans
- Mobilier 5 ans

2.2.3. Informations relatives au passif

Annexes dotations

Annexes dotations	01/01/2024	Augmentation	Consommation	31/12/2024
Dotation non consommable	15 000	/	/	15 000
Dotation consommable	0	/	/	0

2.2.4. Immobilisations

Immobilisations	Immobilisations au 31 décembre 2023	Acquisitions 2024	Cessions 2024	Transfert 2024	Immobilisations au 31 Décembre 2024
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions et droits similaires, Brevets, lic., marques et procédés, droits et val. sim.					
Fonds commercial					
- dont droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Immobilisations corporelles	1 917 541	1 289 146	0	0	3 206 687
Terrains	214 440	153 000			367 440
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure					
Constructions	1 607 324	931 063		65 641	2 604 028
Installations, matériel et outillage techniques					
Autres immobilisations corporelles	30 136	654			30 790
Immobilisations corporelles en cours	65 641	204 429		-65 641	204 429
Immobilisations financières	65 651	0			65 651
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	65 651				65 651
Prêts					
Autres immobilisations financières					
TOTAL IMMOBILISATION	1 983 192	1 289 146	0		3 272 338

Amortissements	Amortissements et dépréc. au 31/12/2023	Dotations 2024	Diminutions 2024	Amortissements et dépréc. au 31/12/2024
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val. sim.				
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	168 723	75 360		244 082
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	154 841	69 227		224 068
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériel et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles	13 881	6 133		20 014
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	168 723	75 360		244 082

2.2.5. Etat des créances et dettes

Libellé	Montant brut	- 1 An	entre 1 et 5 ans	+ 5 ans
CREANCES (a)				
Créances de l'actif immobilisé :				
Créances rattachées à des participations (25-26)				
Prêts (274)				
Autres immobilisations financières (271 à 273, etc)	65 651			65 651
Créances de l'actif circulant :				
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	11 379	11 379		
Autres créances clients (4096, 4097, etc)				
Personnel et comptes rattachés (421,)				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)				
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)				
Autres				
Charges constatées d'avance (486)				
TOTAL CREANCES	77 030	11 379	0	65 651
DETTES (b)				
Emprunts obligataires convertibles (161)				
Autres emprunts obligataires (163)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ...)	2 602 988	137 184	553 752	1 912 052
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	1 465	1 465		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401, 403, 408)	82 389	82 389		
Personnel et comptes rattachés (421,)				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)				
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269, 279, 404, 405)				
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	323 220	323 220		
Produits constatés d'avance (487)				
TOTAL DETTES	3 010 062	544 258	553 752	1 912 052